

Victoire de l'opposition à l'allongement de l'âge de la pension en Slovénie

Écrit par Lucien Perpette, LCR-Web

Dimanche, 19 Juin 2011 19:48 - Mis à jour Lundi, 20 Juin 2011 10:28



Lors du référendum du 5 juin dernier, 72 % des votants slovènes ont rejeté le projet de loi du gouvernement du Premier ministre social-démocrate Borut Pahor, qui visait à reculer l'âge de la retraite à 65 ans. La participation au référendum a été relativement élevée avec 41 % des électeurs, ce qui est révélateur de l'opposition de la population vis-à-vis de la politique d'un gouvernement social-libéral inspiré par l'Union européenne et le FMI.

La réforme de la loi des pensions rejetée par les Slovènes prévoyait, outre l'allongement de l'âge de la retraite, une réduction des allocations par la modification du calcul des années de cotisation. Comme ailleurs, cette réforme a été impulsée sous les auspices du Conseil européen, qui a « invité » les Etats membres à réformer leurs systèmes publics de pension conformément à la doctrine néolibérale.

La crise capitaliste a également frappé la Slovénie, où le taux de chômage et la dette publique ont pratiquement doublés depuis 2008. Pour 2011, les pronostics donnent une inflation de 2,6%, un taux de chômage de 8,2%, une croissance de 1,9% et une dette publique à 43% du PIB. Des chiffres, malgré tout, qui feraient pâlir d'envie d'autres Etats membres.

Prétexte avancé pour justifier la réforme des pensions : les prétendues « conséquences catastrophiques » du vieillissement de la population, dont le coût estimé par les « experts » dans le PIB passerait de 11% en 2010 à 20% en... 2060.

Ces « experts » gouvernementaux et autres technocrates européens sont incapables de résoudre la crise économique actuelle, mais ils se montrent par contre très préoccupés par la situation des pensions en 2060. Une manière comme une autre d'occulter le fait qu'aujourd'hui des millions de retraités (et surtout de retraitées) en Europe survivent avec des pensions inférieures au seuil de pauvreté.

La campagne contre le projet de loi a été initiée par l'importante confédération des syndicats libres de Slovénie (ZSSS) et a été animée de façon combative par son président Dušan Semolič.

Victoire de l'opposition à l'allongement de l'âge de la pension en Slovénie

Écrit par Lucien Perpette, LCR-Web

Dimanche, 19 Juin 2011 19:48 - Mis à jour Lundi, 20 Juin 2011 10:28

Les élites locales et les institutions capitalistes internationales ont pratiqué leurs chantages habituels. Ainsi, le président de la Banque centrale slovène avait menacé : « Un "non" à la réforme pourrait mettre en péril les notes de crédit de la Slovénie ». Rien n'y a fait, la population, bien informée par la campagne syndicale, n'étant pas dupe des enjeux réels.

Cette déroute de la politique néo-libérale que l'Union Européenne essaye d'imposer aux populations avec la complicité des gouvernements nationaux a été possible parce que la constitution slovène permet, dans des conditions assez strictes, de recourir aux referendums pour approuver ou rejeter les lois adoptées par le parlement.

Au moment où les systèmes de démocratie représentative entrent en conflit avec les intérêts les plus immédiats des peuples, cette victoire démontre qu'en temps de crise le parlementarisme classique peut être grippé afin de répondre aux besoins de justice sociale les plus élémentaires.

Avec Lucien Perpette, à Ljubljana (Slovénie)